



Réponse Orange France à la consultation publique portant sur
les référentiels de coûts des opérateurs mobiles métropolitains
8 juin 2007 – 9 juillet 2007

Synthèse

Tout d'abord, Orange France se félicite du lancement d'une consultation publique par l'Autorité sur les référentiels de coûts car il s'agit d'un élément essentiel dans la détermination des niveaux des terminaisons d'appel vocal sur les réseaux des opérateurs mobiles métropolitains.

Orange comprend que l'Autorité dispose de trois référentiels pour fonder son analyse, à savoir :

- une comparaison internationale des terminaisons d'appel mobiles pratiquées en Europe, publiée par le Groupe des régulateurs européens (GRE), lequel réunit les autorités nationales de régulation et la Commission européenne ;
- une approche historique des coûts de terminaison d'appel vocal fondée sur les restitutions comptables des opérateurs, ces formats de restitution réglementaire obéissant à des choix d'allocation conventionnels déterminés dans les décisions 01-458, puis 05-960 modifié en 2007 et remplacé par les décisions 07- 0128 et 07-0129 ;
- une approche à vocation prospective reposant sur la modélisation technico-économique des coûts d'un opérateur supposé efficace sur le marché.

Il faut bien admettre qu'aucune de ces méthodes n'est exempte de critiques et de débat mais aussi qu'aucune ne saurait à elle seule suffire à crédibiliser une décision d'encadrement tarifaire structurante pour l'ensemble des acteurs sur les marchés des télécommunications électroniques pour les 3 années à venir. A ce titre, il convient de rappeler que les précédentes interventions de l'ARCEP et en particulier le dernier « Price-cap » ont toujours conjugué le recours à une pluralité d'analyses.

C'est pourquoi Orange est préoccupée par la rédaction de la présente Consultation publique et saisit l'occasion pour inviter l'Autorité à prendre en compte l'ensemble des référentiels de coûts dont elle dispose. Le référentiel pour la détermination de la tarification ne devrait donc pas être constituer principalement des « états de comptabilisation des coûts et revenus » déterminés dans le cadre du modèle défini par les décisions précédemment citées mais également des deux autres référentiels qui permettent d'apporter des éléments pertinents pour la mise en perspective nécessaire à la détermination d'un « price cap » de trois ans.

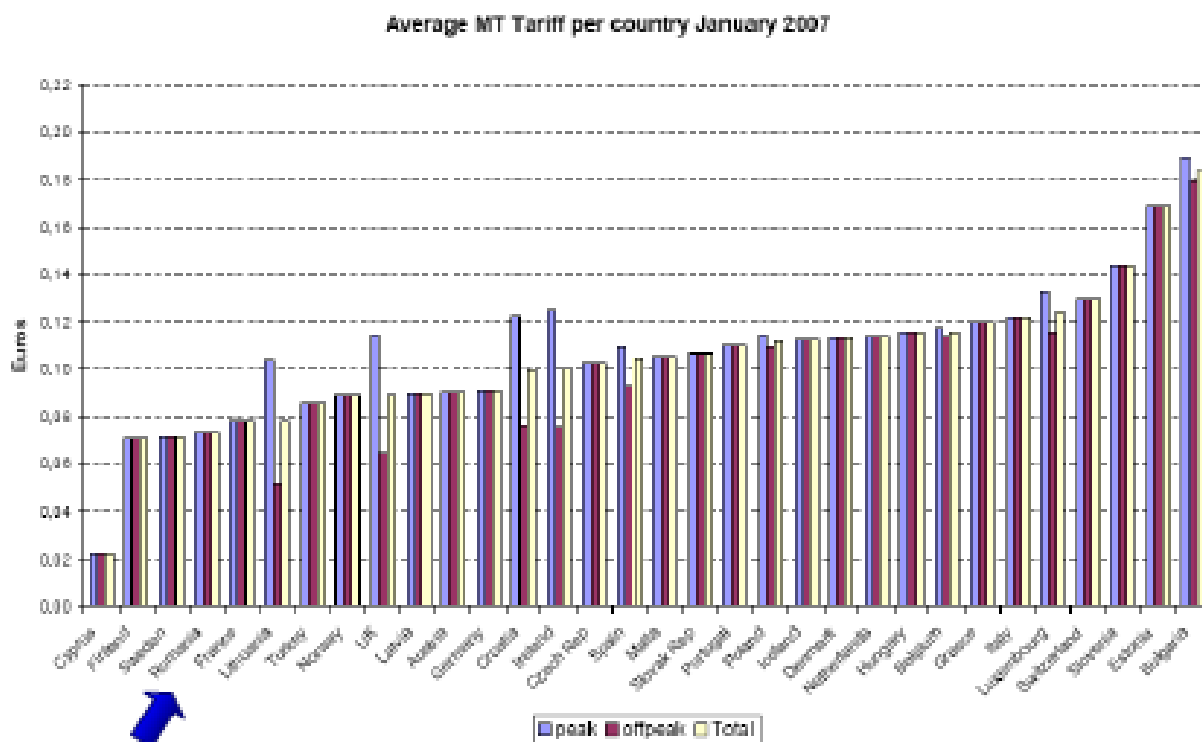
Par ailleurs, s'agissant de la restitution de ses coûts comptables historiques, Orange France a de façon constante défendu une approche intégrant des coûts commerciaux conduisant à une évaluation significativement supérieure de la terminaison d'appel vocal à celle retenue par l'Autorité.

*

Réponse Orange France à la consultation publique sur les référentiels de coûts

En particulier la référence européenne est de nature à éviter la fragmentation du marché européen à travers des décisions de mise en œuvre de la régulation pas trop hétérogènes. Comme l'a rappelé le Président Paul Champsaur lors de son discours de présentation du rapport d'activité 2006 « seule la Commission possède la légitimité politique et les compétences techniques, avec l'appui des autorités de régulation nationales, pour mener à bien cette harmonisation ».

Aussi, Orange considère avec l'Autorité que les niveaux de TA correspondant à l'encadrement tarifaire imposé par la majorité des régulateurs, constituent des références de coûts pertinentes. Mais elle souhaite que l'étude comparative des niveaux de TA publiée par le GRE puisse être considérée à l'instar de l'approche historique comme un élément déterminant d'aide à la décision pour fixer les niveaux de terminaison d'appel en France. A ce titre, Orange estime que les réserves émises par l'Autorité concernant ce référentiel ne sont pas de nature à remettre en cause la pertinence de ce référentiel qui place la France en cinquième position en termes de niveau de terminaison d'appel sur 32 pays. Les arguments sur la portée limitée des réserves mentionnées sont développés dans la suite de la réponse d'Orange.



* *

S'agissant du modèle de coûts incrémentaux constituant le troisième référentiel, l'Autorité indique que grâce aux travaux de modélisation elle pourra mener deux exercices différents mais complémentaires :

- un rapprochement entre modèles afin de déceler des différences de mise en œuvre ;
- une analyse des écarts. Dans sa décision 06-0779 du 14 septembre 2006 portant sur l'encadrement tarifaire la terminaison d'appel vocal pour l'année 2007, l'Autorité considérait nécessaire la mise en œuvre d'un tel outil complémentaire qui devait lui permettre de mieux identifier les déterminants des écarts de coûts constatés entre opérateur pris deux à deux.

Le modèle Cmilt doit aussi permettre d'apporter des éléments de réponses suite à l'avis de la commission relatif au projet de décision 06-0779, en particulier concernant la justification de l'asymétrie dans le cas où elle devrait perdurer.

Si Orange se félicite que l'Autorité se soit dotée d'un outil, modélisation Cmilt, permettant une vision prospective, elle regrette que ce dernier n'ait été calibré que pour la période 2004-2006, et surtout qu'il ne soit valide que pour une année donnée, en l'occurrence 2006. Par ailleurs, Orange s'étonne que s'agissant d'un modèle Analysys également utilisé par l'OFCOM au Royaume-Uni, les données d'entrée liées aux coûts unitaires des équipements puissent différer autant, avec des impacts significatifs sur les niveaux de terminaison d'appel, plusieurs groupes dont France Télécom étant présents des deux côtés de la Manche.

En l'état actuel du modèle de CMILT, il semble difficile de dire qu'il permette de détecter les écarts - incohérences ou erreurs d'implémentation - avec le modèle de coûts historiques. D'une part, les données techniques de dimensionnement du modèle rendent difficile la comparaison par le manque d'information concernant leur choix par les services de l'Autorité. D'autre part, les différences relevées par la comparaison des résultats des deux modèles apparaissent en grosse masse sur les structures et les niveaux de coûts, ne permettant que de détecter des incohérences de principes.

Troisièmement, Orange considère que « le modèle d'opérateur générique permet d'estimer une TA de référence corrigée des effets d'échelle et d'éventuelles spécificités d'un des trois opérateurs en place » **si la correction des effets d'échelle est faite de manière pertinente**, soit en particulier à partir du choix de données d'entrée pertinentes. Orange considère que ces données, structurantes pour la modélisation d'un opérateur générique, méritent d'être justifiées et expliquées. L'Autorité a demandé aux acteurs de « discuter ce choix ».

Or Les informations fournies par l'Autorité dans son document de consultation sont imprécises et demeurent évasives quant à la méthodologie suivie ; il est difficile de discuter de la valeur d'un paramètre sans connaître les hypothèses qui ont permis sa détermination. De plus, malgré les demandes d'Orange, la concertation entre les acteurs et l'Autorité a manqué sur ce choix des données d'entrée du modèle générique. Parmi ces données d'entrée, les coûts unitaires pris en compte influencent significativement les résultats du modèle en termes de niveau de terminaison d'appel. Ainsi, l'intégration dans le modèle Cmilt utilisé par l'ARCEP des coûts unitaires des équipements retenus par l'OFCOM conduirait à des niveaux de 88% supérieurs aux résultats actuels.

De même, la méthode de dépréciation économique est susceptible de faire varier significativement les résultats. A ce titre, Orange s'interroge sur choix de l'ARCEP de retenir la méthode en coûts historiques (HCA) produisant les coûts les plus faibles, la majorité des pays européens utilisant désormais une approche CCA. La prise en compte des CCA ou de l'ED dans le modèle Cmilt de l'ARCEP aurait pour conséquence de conduire respectivement à des résultats de 9% en CCA et 22% en ED, supérieurs aux résultats actuels. En outre, dans cette dernière consultation, l'ARCEP semble avoir abandonné la méthode « simplified ED » et propose maintenant une nouvelle méthode de dépréciation des coûts courants économiques qui n'a jamais été discutée jusqu'à maintenant dans le contexte de la modélisation d'un réseau mobile. Or, contrairement à un réseau de téléphonie fixe pour la partie boucle locale de cuivre, cas unique d'application de cette méthode, un réseau mobile a vocation à être renouvelé et doit donc engendrer des recettes permettant de remplacer le réseau. Par conséquent, l'utilisation de cette méthode s'avère totalement inappropriée aux réseaux mobiles.

Orange estime par ailleurs que la durée de la consultation ne permet pas aux acteurs de mener une analyse complète du modèle sur ce point. Si la réponse d'Orange conteste le choix de cette méthode dans son principe, l'analyse détaillée de sa mise en œuvre dans la modélisation n'a pu être effectuée au regard de la complexité des fichiers et du manque d'explications sur ces derniers.

Enfin, l'intégration des options réelles et des externalités est également de nature à mieux refléter la réalité des coûts. Inversement, une approche statique de la réglementation en univers certain négligeant les options réelles sous-estime le niveau des coûts évalués¹. S'agissant des externalités, la surcharge d'externalité telle que calculée par l'OFCOM autorise par exemple les opérateurs de réseaux mobiles britanniques à tenir compte des coûts liés à l'acquisition d'un nouveau client ou à la rétention d'un client existant, car chaque client marginal accroît l'efficacité économique de l'ensemble des clients. Orange note que la prise en compte des coûts commerciaux dans le calcul du coût de la terminaison d'appel est ainsi admise au Royaume Uni.

Pour conclure sur le modèle, Orange souhaite aborder la question de sa robustesse. En effet, malgré les modifications apportées par l'Autorité, le modèle présente toujours certains dysfonctionnements. Nonobstant le fait que l'Autorité mentionne que la structure du modèle a déjà été amendée suite à la première consultation publique du 9 février et qu'il ne s'agit aujourd'hui que de « discuter le choix des données d'entrée », il est cependant nécessaire de faire évoluer le modèle actuel, d'y apporter des modifications afin d'en garantir la fiabilité au-delà d'une seule année.

En tout état de cause, il convient de relever que de nombreux éléments sont de nature à réviser à la hausse les résultats actuels des niveaux des terminaisons d'appel mobiles tels qu'issus des modélisations de l'ARCEP.

* * *

Ainsi que le président de l'Autorité l'a lui-même souligné récemment, les tarifs de terminaison d'appel des réseaux mobiles constituent un exemple emblématique de l'absence d'harmonisation dans la mise en œuvre de la régulation en Europe.

Ce faisant, au regard de la comparaison européenne publiée par le GRE et du niveau déjà bas des terminaisons mobiles en France, Orange France souhaite que l'Autorité prenne une décision d'encadrement tarifaire des terminaisons d'appel vocal sur les réseaux des opérateurs mobiles métropolitains, équilibrée et cohérente avec la pratique européenne, et notamment avec les décisions récentes prises dans de grands pays européens

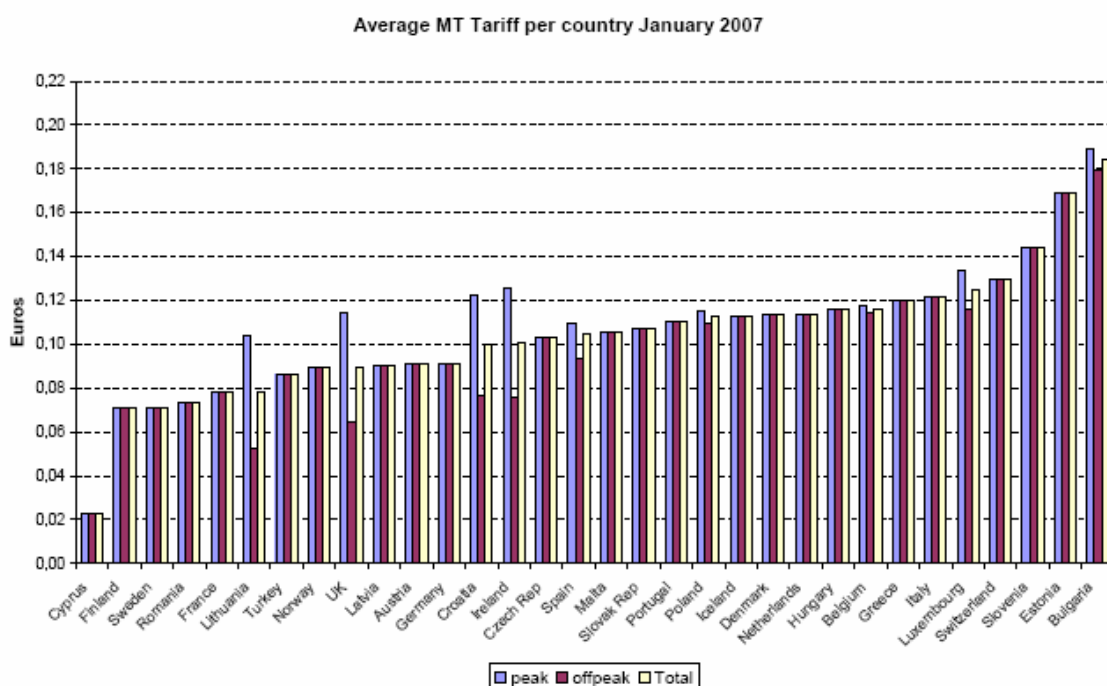
¹ L'OFCOM dans la construction du modèle CMILT générique a adopté et introduit un facteur d'externalité, sous la forme d'une surcharge de 0,3 pence per minute (soit 0,44c€ par minute) par minute entrante de coût réseau¹. Pour rester cohérent avec le fait que les coûts commerciaux d'acquisition et de rétention des clients soient exclus du modèle de coûts de la minute entrante, l'OFCOM a jugé raisonnable et économiquement pertinent d'intégrer une surcharge liée à l'externalité d'acquiescer un nouveau client ou de reconduire un client sur une nouvelle offre.

Partie 1 : l'analyse comparative du GRE

De manière générale, dans un monde aussi interdépendant que le notre, toute comparaison apporte un complément majeur à l'analyse. Ainsi, la publication par le GRE de l'analyse comparative des TA moyennes européennes est attendue par tous les acteurs du secteur que ce soit les régulateurs, les opérateurs, les analystes financiers ou les consommateurs. Elle présente de façon régulière la photographie du marché de gros de la terminaison d'appel mobile en Europe et de son évolution.

Aussi, Orange adhère au choix fait par l'Autorité de prendre comme référentiel cette analyse du GRE. Orange considère que les éléments de comparaison européens des niveaux de terminaisons d'appel vocal mobile sont pertinents pour apprécier les coûts relatifs à la terminaison mobile des opérateurs métropolitains.

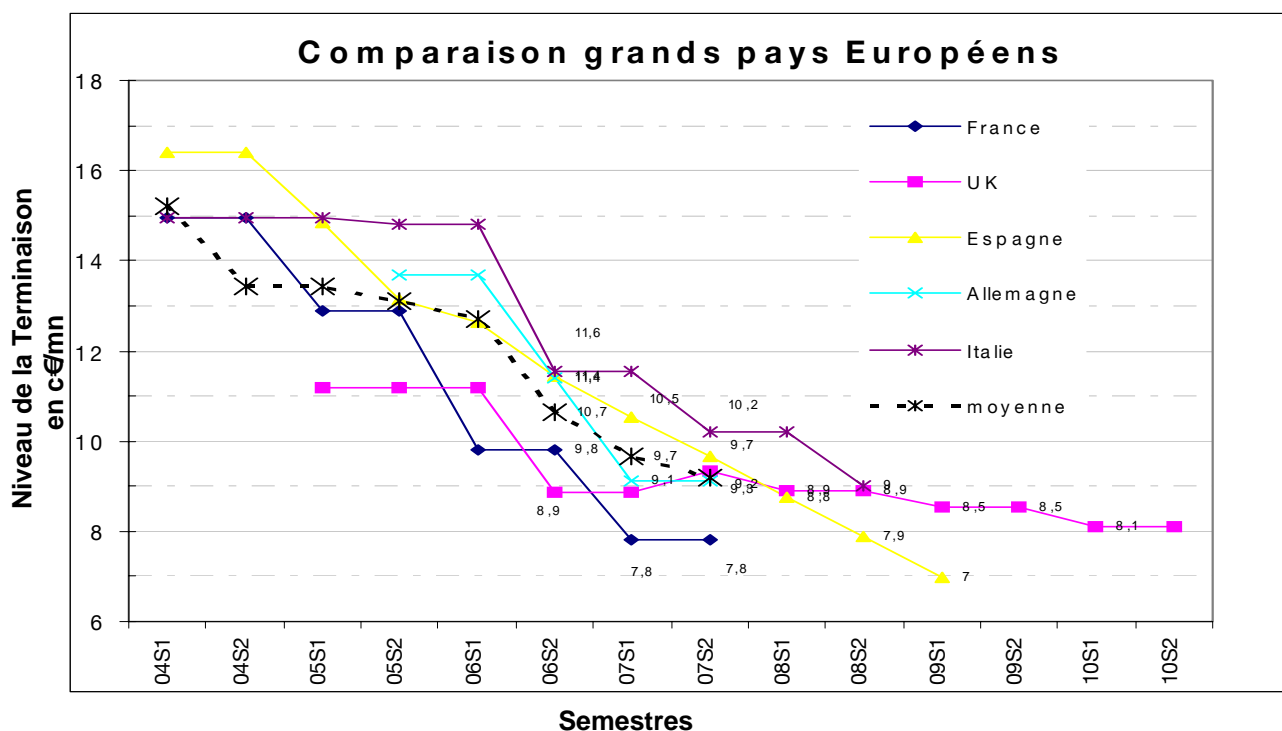
En effet, l'immense majorité des pays européens met également en œuvre l'obligation d'orientation vers les coûts des tarifs de TA et pour un grand nombre d'opérateurs un encadrement tarifaire. Cet encadrement tarifaire peut être décidé après l'application d'un modèle de coûts ou bien en référence aux tarifs pratiqués par les autres pays européens. Dès lors, le benchmark des TA produit par le GRE constitue une référence essentielle.



Orange France rappelle que les décisions récents des régulateurs des principaux pays européens en termes de mobiles convergent vers un niveau de terminaison d'appel vocal autour de 7-8c€/mn (aucune décision ne prévoit un niveau inférieur à 7c€/mn) et note qu'on assiste à un fort ralentissement du rythme de baisse.

<u>Pays</u>	<u>Opérateur</u>	<u>Niveau de TA (en c€/mn)</u>	<u>Date d'application</u>
<u>Allemagne</u>	<u>T-Mobile, Vodafone</u>	<u>8,78</u>	<u>Juillet 2007</u>
	<u>E-plus, O2</u>	<u>9,94</u>	<u>Juillet 2007</u>
<u>Espagne</u>	<u>Tous les opérateurs</u>	<u>7</u>	<u>Septembre 2009</u>
<u>Italie</u>	<u>TIM</u>	<u>8,9</u>	<u>Juillet 2008</u>
	<u>Vodafone, Wind</u>	<u>9</u>	<u>Juillet 2008</u>
	<u>H3G</u>	<u>13,99</u>	<u>Juillet 2009</u>
<u>Pays Bas</u>	<u>KPN, Vodafone, Télé 2</u>	<u>7</u>	<u>Juillet 2009</u>
	<u>Orange, T-Mobile</u>	<u>8,1</u>	<u>Juillet 2009</u>
<u>Royaume Uni</u>	<u>Vodafone, O2, Orange, T-Mobile</u>	<u>7,49</u>	<u>Mars 2011</u>
	<u>H3G</u>	<u>8,66</u>	<u>Mars 2011</u>

Tableau récapitulant les dernières décisions des régulateurs européennes fixant les niveaux de terminaison d'appel vocal



Toutefois, l'Autorité souhaite susciter des remarques à propos des limites de ce benchmark des TA établi par le GRE. Il existerait des spécificités nationales qui seraient structurantes pour les références de coûts retenus pour encadrer la TA ; ces spécificités établiraient des différences entre les pays qui fausseraient la comparaison.

Parmi ces spécificités, l'Autorité liste de manière non exhaustive des déterminants de coûts : « *par exemple des différences dans la fiscalité, le coût des fréquences, les coûts du travail...* ». Aussi, elle souhaite pointer des différences de méthodes de mesure de ces coûts. Le tout se traduit, selon elle, par des tarifications différentes mises en œuvre par les régulateurs.

Orange souhaite souligner que ces spécificités ont normalement été prises en compte pour fixer le niveau de TA par les régulateurs de chaque pays. Dès lors, la TA moyenne de chaque pays tient compte des spécificités nationales et des méthodes de mesures. Ainsi le benchmark rend bien compte des différences entre les pays. Et il est également pertinent à Orange de constater que le niveau de TA en France est bas au regard de la moyenne européenne : 7,8 c€/mn quand la moyenne selon le GRE est à 10,44 c€/mn, ce qui porte la différence de la France par rapport à la moyenne à 25,26% et la place en cinquième position. La moyenne des 5 grands pays d'Europe (Royaume Uni, Allemagne, Italie Espagne et France) s'élève quant à elle à 9,7 c€/mn soit 19,6% au dessus de la France.

L'objectif premier de l'analyse comparative du GRE est d'apporter des éléments de référence communautaires aux régulateurs. Le choix des hypothèses prises dans le calcul des TA des opérateurs est une question différente. Il est à noter que le GRE s'accorde à travailler sur l'harmonisation de ses hypothèses afin que les régulateurs aient les mêmes pratiques. En particulier, le GRE a engagé des travaux d'harmonisation des méthodes de calcul de coûts en préconisant des principes généraux (par exemple en proposant comme méthode de dépréciation des investissements « la méthode CCA »). Il est à noter que les régulateurs sont également incités par la commission européenne à retenir une méthode commune de détermination des coûts : un modèle CMILT. Les pays européens mettent en œuvre petit à petit cette préconisation. La Suède, les Pays-Bas, la Belgique, la Royaume uni, la Roumanie et maintenant la France utilisent ces modèles comme l'un des référentiels pour la fixation des tarifs de la TA.

De plus, l'approche du GRE permet de pondérer l'impact des effets d'échelle car le niveau moyen de terminaison d'appel calculé au niveau national correspond à la moyenne des niveaux moyens de terminaison d'appel calculée pour chaque opérateur actif dans le pays pondérés par le nombre respectif de clients.

L'approche retenue par le GRE est pertinente

La méthodologie retenue par le GRE peut encore connaître des améliorations. Malgré les commentaires que nous avons émis, il n'en reste pas moins que ce référentiel existe, et constitue un élément pertinent de benchmark pour fixer les niveaux de TA.

Les charges d'interconnexion relatives au trafic fixe vers mobile sont prises comme référence pour l'analyse comparative des TA du GRE. L'Autorité note que ces TA fixes vers mobiles sont différentes des TA mobiles vers mobiles dans certains pays, sans pour autant les nommer. Cependant, comme montré ensuite, peu de pays différencient ces deux TA.

En effet, la société de conseil et d'analyse Cullen restitue dans son rapport de janvier 2007, au niveau du tableau 23 « Mobile call termination rates » que :

- pour l'Europe de l'Ouest : « The MTRs applies both for fixed-to-mobile and for mobile-to-mobile calls except in Finland »² et « M-to-M MTRs of Sonera and Elisa are same than F-to-M ». L'opérateur Finnet semble donc à l'origine de cette différence entre TA.
- pour l'Europe de l'Est : « The MTRs apply both for fixed-to-mobile and for mobile-to-mobile calls, except for Bulgaria, Poland, Slovenia and Turkey »³

Ainsi seulement 5 pays appliqueraient une TA fixe à mobile différente d'une TA mobile à mobile parmi les 32 pays présents dans le benchmark du GRE. Le benchmark est dès lors très représentatif à cet égard.

En deuxième lieu, une durée d'appel de 3 minutes est prise en compte dans le benchmark du GRE. Orange partage avec l'Autorité la perception que cette convention lisse les effets des charges d'établissement d'appel et ceux des crédits temps, aussi appelés minutes indivisibles. Toutefois, cette pratique est marginale aujourd'hui en Europe. Par ailleurs, Orange ne mettant en œuvre ni de charge d'établissement d'appel, ni de crédit temps, ne se trouve pas avantagée par cette convention. De plus, contrairement à ce qu'écrit l'Autorité, il existe au moins un pays d'Europe de l'Ouest où est mise en œuvre une première minute indivisible chez un opérateur, à savoir l'Espagne.

Le troisième point concerne les tarifs « peak et off-peak » ; les tarifs de TA sont les mêmes en heures creuses et en heures pleines en France métropolitaine. D'après le benchmark du GRE, 9 pays sur 32 étudiés différencient les TA selon les heures creuses et pleines. La répartition des appels adoptée par défaut à 50% d'heures pleines et 50% d'heures creuses peut favoriser les pays qui différencient la structure de tarif selon les heures. Là encore les opérateurs français métropolitains ne pratiquant pas

² Dans l'Europe de l'Ouest sont compris : l'Autriche, la Belgique, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, l'Espagne, le Danemark, la Norvège, la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni.

³ Dans l'Europe de l'Est sont compris notamment Chypre, la Roumanie, la Lituanie, la Turquie, la Lettonie, la Croatie, la République Tchèque, Malte, la Slovaquie, la Pologne, la Hongrie, la Grèce, la Slovénie, l'Estonie, la Bulgarie

Réponse Orange France à la consultation publique sur les référentiels de coûts

de modulation horaire, le positionnement de la France parmi les pays ayant la TA la plus basse ne saurait être remis en cause.

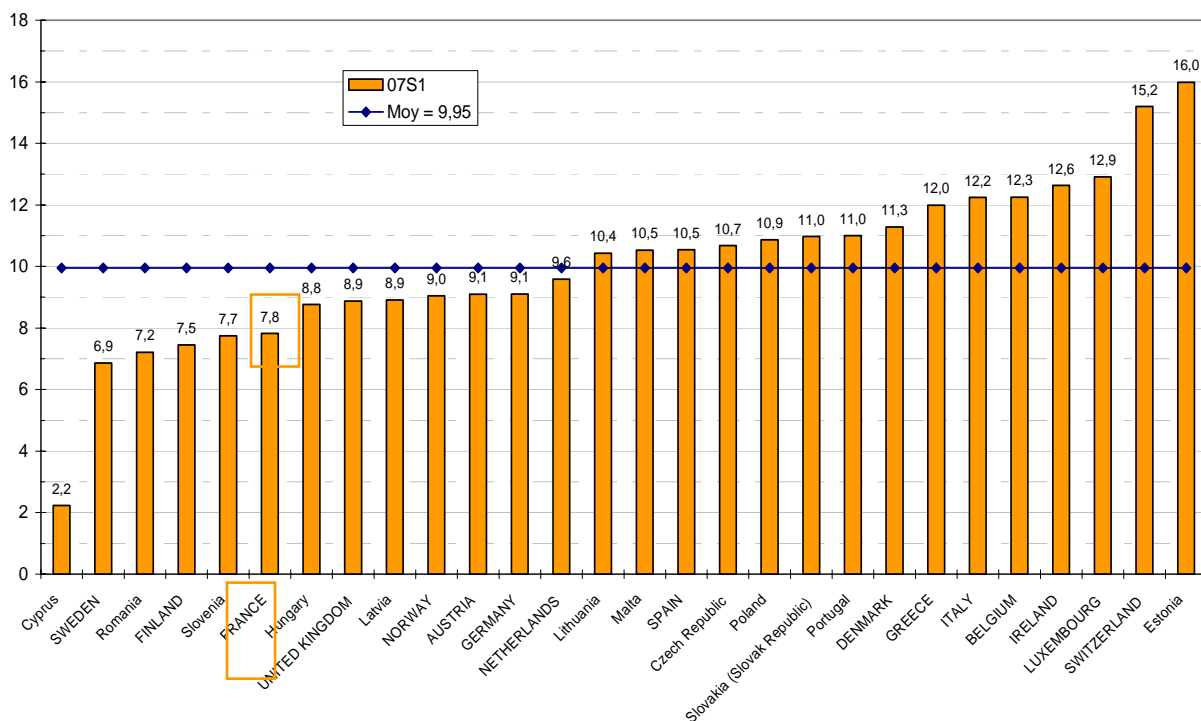
Le benchmark réalisé par Orange donne des résultats similaires

Le benchmark réalisé par Orange rejoint l'analyse du GRE quant au niveau relativement faible de la TA en France. Il est réalisé à partir de données Cullen de janvier 07 et Informa Télécoms & Media en ce qui concerne les données relatives aux parts de marché et aux parcs clients. Il repose sur des TA mobile à mobile.

Le premier graphique du benchmark, ci-après,

- évalue la TA mobile moyenne par pays (après pondération des part de marché des opérateurs et des parcs clients des pays) en Europe au 1er janvier 2007 à 9,95 c€/mn
- place la France en 6ième position, notamment devant les 4 grands pays européens Royaume-Uni, Allemagne, Italie et Espagne
- l'écart de la France à la moyenne est de 21,6%.

Classement des TA pondérées par part de marché par pays et moyenne pondérée par parc clients

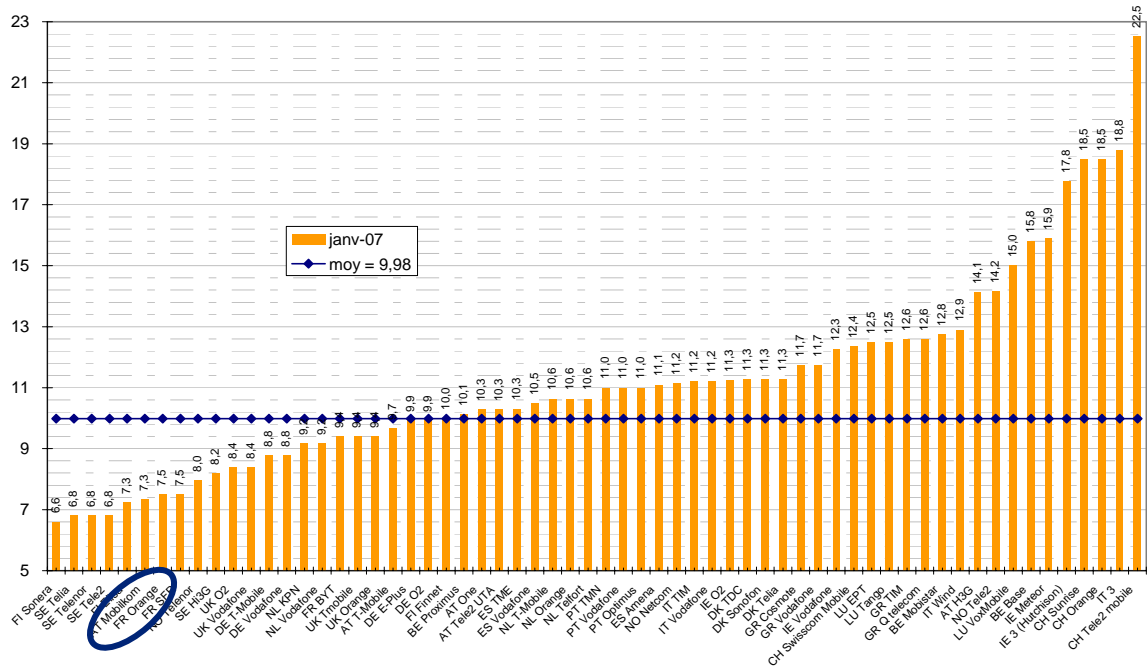


Le deuxième tableau du benchmark compare les niveaux de TA des opérateurs d'Europe de l'Ouest. Ce benchmark

Réponse Orange France à la consultation publique sur les référentiels de coûts

- évalue la TA Mobile voix en Europe de l'Ouest au 1er janvier 2007 (après pondération des parts de marché des opérateurs et des parcs clients des pays) à 9,98 c€/mn en moyenne ;
- place Orange France en 7^{ième} position, notamment devant les opérateurs des grands pays européens Royaume-Uni, Allemagne, Italie et Espagne ;
- l'écart d'OF à la moyenne est de 25%.

Classement des TA des opérateurs en janv 2007 - périmètre Europe de l'Ouest



Le troisième graphique du benchmark

- évalue la TA recalculée en Europe de l'Ouest au 1er janvier 2007 selon la convention du GRE (3 minutes, 50% peak, 25% off peak, 25% week-end), (après pondération des parts de marché des opérateurs et des parcs clients des pays) à 10.20 c€/mn en moyenne ;
- place OF en 4^{ième} position, notamment devant les opérateurs des grands pays européens Royaume-Uni, Allemagne, Italie et Espagne ;
- l'écart d'OF à la moyenne est de 26,5%.

Sans surprise le niveau de TA de Bouygues Telecom rejoint celui d'autres opérateurs 2^{ème} ou 3^{ème} entrants sur le marché. Il faut exclure bien sûr les TA des opérateurs 3G uniquement, lancés sur le marché plus tardivement, dont les TA sont de façon cohérente, au-delà du nuage de points formés par les TA 2G-3G.

Une analyse de la répartition des TA mobiles observées en Europe semble justifier, du moins de manière transitoire, une asymétrie en fonction de l'année d'entrée sur le marché. A cet égard, Orange tient à préciser que le groupe France Télécom pâtit de la symétrie imposée en Espagne au détriment de Amena arrivé en 1999.

Des spécificités nationales dont la portée doit être nuancée

A ce sujet, Orange note que si certains régulateurs européens utilisent des outils tels que les modèles de coût (CMILT ou restitution de coûts historiques), les autres utilisent des benchmarks tel que celui du GRE, pour fonder leur décision de régulation de la TA. Aussi le benchmark du GRE est considéré comme étant représentatif par ces régulateurs.

En ce qui concerne les modèles de coûts, ils intègrent des spécificités ou des obligations réglementaires particulières propres aux pays visés. A cet égard, le régulateur français ne fait pas exception. Ainsi, les obligations spécifiques de couvertures dans les zones blanches, ou de couverture des axes prioritaires sont également prises en compte dans les modèles.

Le prix associé à l'acquisition des autorisations d'usage des fréquences, en particulier l'UMTS, diffère d'une part entre les pays, il peut d'autre part être pris en compte de différentes manières selon les modèles. Toutefois, l'impact de ces différences est faible comme le note l'Autorité dans ses tests de sensibilité (page 33) : l'Autorité indique que « un opérateur générique qui aurait bénéficié d'une licence 3G gratuite aurait un coût technique de réseau de terminaison d'appel diminué de 5% ».

Orange a conduit une analyse comparative entre le modèle OFCOM et le modèle Arcep, étude portée par un cabinet de consultants. Il s'avère que l'impact du coût de la licence 3G au Royaume Uni est faible à comparer à celui du niveau des coûts unitaires des équipements. Il est de 10% alors que l'application des coûts unitaires issues du modèle OFCOM dans le modèle générique Arcep conduirait à une augmentation de 88% des coûts de terminaison d'appel vocal pour l'année 2008.

Il est à noter que l'impact du coût de la licence peut être atténué par la méthode de dépréciation appliquée. En effet, l'application de la méthode CCA au modèle générique anglais augmente le poids de la licence de 20% (pour l'année 2008) par rapport à la méthode « Simplified ED ».

A propos des exemples de l'Autorité sur la structure du marché, l'arrivée du quatrième opérateur espagnol Yoigo/Xfera est très récente (quelques mois) donc non significative pour mesurer des effets d'échelle. L'effet d'échelle du nombre d'opérateurs dans chaque pays est en outre déjà pris en compte dans les pondérations des parcs des opérateurs par pays. En effet, le GRE classe les TA moyennes par pays pondérées par les parcs et les TA des différents opérateurs du pays.

L'Autorité indique que si un pays a N opérateurs, plus N est grand, moins les coûts fixes des opérateurs seront amortis, car ils le seront sur une base de clients représentative de $1/N$ par rapport à la totalité de la base client. Cela revient à confirmer la théorie du monopole naturel : il est en effet selon cette dernière, plus efficace d'avoir peu d'opérateurs en termes de coûts car ces derniers sont en mesure de faire plus d'économies d'échelle. Ces considérations semblent venir en contradiction avec le principe de développement de la concurrence. La TA devrait-elle être d'autant plus faible que le marché est concentré ?

S'agissant des méthodes économiques d'allocation des coûts, à la connaissance d'Orange, la majorité des pays est passé en CCA (Current Cost Accounting), ce qui rend les résultats comparables. De plus, Le rapport d'avril 2006 préparé par le groupe de travail Regulatory Accounting Working de l'IRG (Regulatory Accounting in Practice) montre qu'en 2006, la base de coûts la plus communément utilisée est la méthode CCA (61% en 2006 comparé à 31% en 2005), suivie de la méthode HCA (31% en 2006 comparé à 46% en 2005). L'augmentation de l'utilisation de la méthode CCA comme base de coûts d'une année sur l'autre est significative.

Les différences de méthodologies ne sont pas inéluctables, elles semblent même en voie de résorption : en témoignent les travaux actuels du GRE en faveur d'une harmonisation, et la convergence observée des TA dans les pays européens. Ces différences ne sont pas non plus souhaitables dans la perspective d'un marché intérieur unique à l'Europe.

En ce qui concerne le taux de rémunération du capital, les régulateurs européens ont fixés des valeurs comprises entre 10,57% et 14,81% d'après les données de Cullen (Table 9 – Rate of return on capital employed) ; ces taux sont donc assez comparables. S'agissant de la France, le taux de rémunération du capital fixé à 12,4% est positionné dans la première moitié de cette fourchette. De plus, selon les tests de sensibilité effectués par l'Autorité (page 35 de la consultation), une augmentation de 10% du taux du capital n'induirait qu'une augmentation de 2% du niveau de la TA.

Partie 2 : le modèle technico-économique

I. Évolution du modèle :

L'Autorité a listé les modifications qui ont été apportées à la première version du modèle. Orange note que les échanges avec l'Autorité ont été productifs puisqu'ils ont permis de faire évoluer la structure du modèle, et tient à en remercier l'Autorité. Néanmoins, il demeure des points de substance à clarifier, et à faire évoluer. Aussi Orange souhaite apporter d'abord quelques commentaires sur les évolutions du modèle avant de discuter du choix des données d'entrées du modèle générique. Enfin, Orange commentera les tests de sensibilité présentés par l'Autorité.

1. Analyse des modifications

a. Algorithme de dimensionnement des liens de transmissions

Orange partage l'analyse de l'Autorité à ce sujet. En effet, l'ancien algorithme de dimensionnement des liens était basé sur une architecture structurellement différente de celle pouvant exister dans les réseaux métropolitains, ce qui conduisait à surestimer le nombre de liens. Cette aberration avait dès lors été « corrigée » par une modification des données d'entrée (coûts unitaires des liens) tout aussi peu réaliste.

b. Traitement de la signalisation

Orange a examiné avec beaucoup d'intérêt les modifications apportées sur le traitement de la signalisation. L'allocation suivant une logique technico-économique des coûts de signalisation aux différents produits techniques semble être plus pertinente et mieux répondre au principe de causalité des coûts.

La modélisation proposée par l'Autorité tient compte du fait qu'une partie des coûts de signalisation est affectée au cœur de réseau et ce, via un paramètre ajustable dans les modèles calibrés opérateur ; le choix de ce paramètre pour le modèle générique n'a cependant pas été discuté avec les opérateurs, ni justifié dans la présente consultation. Orange tient à préciser que dans le modèle, l'affectation des coûts de signalisation 3G au cœur de réseau commence à partir de l'année 1990, ce qui est aberrant au regard des dates de début de déploiement des réseaux UMTS en France.

Orange souhaite attirer l'attention de l'Autorité sur le traitement de la signalisation dans le cadre de la technologie 3G. Contrairement à la technologie 2G, il n'existe pas, pour la technologie 3G, de ressource dédiée à la signalisation. Cependant des produits tels que les SMS 3G consomment de la signalisation.

En l'état, le modèle ne permet de modéliser les SMS 3G qu'en termes de trafic et non de signalisation. Il serait donc souhaitable de modéliser cet usage qui a un impact important sur les coûts du SMS.

c. Traitement de la 3G

Bien que l'algorithme de déploiement de la 3G ait été simplifié, ce dernier ne permet toujours pas de modéliser l'évolution du développement des services sur la technologie 3G. En effet, Orange rappelle que sans une approche multi-Erlang, la modélisation des usages 3G sera erroné.

Par ailleurs, la structure actuelle du modèle n'est pas évolutive, et ne permet notamment pas la prise en compte des évolutions technologiques telles que la 4 G ou le DVBH.

d. Modélisation des BSC

Orange tient à rappeler qu'il n'existe pas de ressources dédiées au trafic GPRS sur les équipements BSC et MSC. En effet, seul le trafic circuit transite sur ces équipements. (Pas de ressources dédiées au trafic paquet au niveau BSC et encore moins au niveau MSC qui est exclusivement fait pour le trafic circuit.)

e. Commentaires sur les externalités de réseau et les options réelles

La nécessité de réfléchir à l'intégration des externalités

Orange France rappelle que la prise en compte de l'externalité est une constante de l'économie et de la régulation des télécoms depuis leur origine. L'introduction d'un facteur d'externalité n'a donc rien d'exotique.

L'OFCOM dans la construction du modèle CMILT générique a adopté et introduit un facteur d'externalité, sous la forme d'une surcharge de 0,3 pence per minute (soit 0,44c€ par minute) par minute entrante de coût réseau⁴. Pour rester cohérent avec le fait que les coûts commerciaux d'acquisition et de rétention des clients soient exclus du modèle de coûts de la minute entrante,

⁴ Mobile Call termination, Annex 16, "The Network externality surcharge » 27th March 2007.

L'OFCOM a jugé raisonnable et économiquement pertinent d'intégrer une surcharge liée à l'externalité d'acquérir un nouveau client ou de reconduire un client sur une nouvelle offre.

Économiquement, l'externalité de consommation, de production ou d'usages, positifs ou négatifs, représente l'impact de la consommation ou de la production d'une unité sur une tierce personne. La pollution produite par une usine est une externalité négative pour le voisinage qui habite aux environs de cette usine. Une exposition de sculptures en plein air est une externalité positive pour les personnes qui passent aux abords de cette exposition (sauf pour les personnes qui n'apprécient pas les sculptures).

L'externalité vient donc modifier la valeur d'un bien qui est la somme de sa valeur privée et du bénéfice social que tous en retirent.

Dans le cas d'un réseau mobile, on observe que l'acquisition d'un nouveau client est une externalité positive pour l'ensemble des clients de ce réseau et de tous les réseaux interconnectés, puisqu'une personne supplémentaire est joignable sur un réseau. Le bien-être social est ici une fonction croissante du nombre de clients.

L'OFCOM a construit 2 scénarii et sélectionné une valeur moyenne entre les 2 estimations. Les 2 scénarii ont été modélisés et estimés sur la base de calcul de sensibilité au trafic, la conclusion étant basée sur un scénario de trafic bas. C'est une hypothèse conservatrice qui a été retenue pour minimiser l'impact de cette surcharge d'externalités. Les variables exogènes de ces scénarii sont la taille des externalités de réseau (sous la forme d'un facteur dit « Rohlfs-Griffin »), le degré de discrimination dans les prix, le taux de churn externe et interne, les coûts de souscription (essentiellement les coûts du terminal), la demande marginale (à la fois des primo accédants mais aussi les abonnés qui changent d'offres ou d'opérateurs), la demande en terminaison d'appels et le niveau de prix de détail (sans les surcharges liées aux externalités).

Le facteur Rohlfs-Griffin tire sa spécificité du fait que le marché est biface. Il existe bien 2 bénéficiaires dans un appel, l'appelant et l'appelé. Le facteur Rohlfs-Griffin⁵ mesure l'étendue du bénéfice que les appelés retirent du fait qu'un appelant possède un terminal mobile et l'utilise pour les appeler. Cette surcharge porte bien sur l'appel entrant vers l'appelé.

Ainsi, la surcharge d'externalité telle que calculée par l'OFCOM autorise les opérateurs de réseaux mobiles à tenir compte des coûts liés à l'acquisition d'un nouveau client ou à la rétention d'un client existant, car chaque client marginal accroît l'efficacité économique de l'ensemble des clients.

Orange souhaite vivement qu'une surcharge d'externalité soit intégrée dans les modèles CMILT, et à ce titre, se tient à la disposition de l'Arcep pour en discuter.

⁵ La valeur du facteur est comprise entre 1 et 2. Une valeur de 1 correspond au cas où l'externalité est entièrement internalisée dans la valeur du bien lui-même, il n'y a pas d'externalité dans l'utilisation ou la consommation du bien. Un facteur de 2 correspond à l'inverse au cas où l'externalité est aussi importante que la valeur privée du bien pour le consommateur marginal. Ce consommateur retire autant d'utilité à la consommation du bien que les autres clients au fait que ce nouveau client consomme le bien. L'OFCOM retient un facteur de 1,7.

Réflexions sur l'intégration des options réelles

Orange France avait exprimé son point de vue sur les options réelles dans sa réponse à la consultation publique sur la modélisation d'un opérateur mobile efficace. Or, la présente consultation mélange le choix d'investissement et le risque qui est lié à ce choix d'investir ou non, de différer ou de fractionner l'investissement irrécupérable.

La prise en compte des options réelles permet d'introduire une approche plus dynamique au regard des approches traditionnelles en matière de décision d'investissements.

Orange estime important d'intégrer quantitativement, ou a minima qualitativement, les options réelles dans la fixation des terminaisons d'appel voix et SMS.

Reprenant l'article de J. Alleman⁶, les options réelles mettent en évidence l'impact de l'intervention réglementaire sur les décisions d'investissements, dans une approche dynamique.

Les conditions futures d'un projet à forts « sunk costs » étant incertaines, la flexibilité de décision a une valeur qui est mise en évidence par les options réelles. Or, la régulation, par définition, réduit la flexibilité des acteurs régulés. En répondant à des obligations de couverture à une date donnée, de fourniture de services, les opérateurs renoncent à 2 types d'options, celle d'investir ou d'attendre et celle d'abandonner.

Ces acteurs perdent ainsi des options réelles et voient donc leur valeur diminuer, ce qui a un coût.

C'est ce coût qui doit être estimé dans une approche dynamique de la régulation.

Inversement, une approche statique de la réglementation en univers certain (qui néglige les options réelles) sous-estime le niveau des coûts évalués.

Orange France avait proposé dans sa réponse à la précédente consultation d'engager la réflexion sur les différentes façons d'intégrer les options réelles dans l'estimation des coûts issus d'un modèle CMILT bottom-up. Dans une démarche de concertation constructive, Orange avait proposé différentes pistes de la plus complexe comme l'intégration d'une composante aléatoire dans la fonction de demande⁷ à la plus opérationnelle avec l'introduction de scénarii de demande pondérés ou encore en proposant d'appliquer un mark-up sur le coût du capital (même si cette dernière approche resterait incomplète⁸).

L'ARCEP ne semble pas vouloir engager le débat dans la consultation, en présentant partialement les options réelles sous leur seul angle « composante aléatoire », sans aborder les autres possibilités et sans chercher à développer une position originale. Orange regrette cette position.

⁶ James Alleman, "Optimal pricing with sunk cost and uncertainty", in The economics of online markets and the information communications and technology network, 2006.

⁷ R. Mason et H. Weeds, « Real options and investment in mobile network », October 2006, draft paper. En reprenant le modèle CMILT bottom-up de l'OFCOM et en l'adaptant pour intégrer les options réelles, les 2 auteurs concluent à une augmentation des coûts estimés d'environ 35%.

⁸ Cette méthode a le mérite d'être simple, même si le niveau de mark up demande réflexion, mais présente l'inconvénient d'être incomplète. En effet, cette approche n'est pertinente que dans le cas des investissements « one shot ». Un mark-up adéquat appliqué au WACC permet de prendre en compte l'abandon d'options réelles à un moment donné, mais ce mark-up est insuffisant dans le cas des investissements récurrents, ce qui est le cas dans les télécommunications.

2. La méthode de dépréciation économique

a. Analyse de la méthode « paire de cuivre »

L'ARCEP retient la méthode en coûts comptables historiques et celle en coûts courants économiques telle qu'elle est appliquée à la boucle locale cuivre.

Orange France avait estimé dans sa réponse à la consultation publique sur la modélisation d'un opérateur mobile efficace que la méthode « Economic Depreciation » telle que définie par Analysys, autrement dit dans sa version simplifiée (simplified ED), reflétait assez fidèlement les conditions productives d'un opérateur mobile. D'un point de vue économique, il est en effet pertinent de réaliser des amortissements sur la durée de vie réelle des équipements plutôt que sur leur durée de vie comptable qui ne reflète pas toujours la réalité. La méthode « simplified ED » présente en outre l'avantage, par rapport à d'autres méthodes d'amortissement économique, de recouvrer l'intégralité des coûts à l'horizon du modèle.

Dans sa dernière consultation, l'ARCEP semble avoir abandonné la méthode simplified ED et propose maintenant une nouvelle méthode de dépréciation qui n'a jamais été discutée jusqu'à maintenant dans le contexte de la modélisation d'un réseau mobile. Cette méthode est celle qui est appliquée aux actifs de la boucle locale cuivre, c'est celle des coûts courants économiques.

C'est une méthode de dépréciation économique spécifiquement conçue pour répondre aux spécificités de la boucle locale cuivre de l'opérateur historique. Elle est un compromis entre la méthode des amortissements économiques et une approche plus comptable dite CCA – FCM⁹ (current cost accounting – financial capital maintenance, traduit en français par méthode en coûts courants avec préservation de la capacité productive)

Dans le cas général, on utilise la méthode des amortissements économiques :

- le taux h est défini ainsi à partir du progrès technique g et du taux d'actualisation a (il serait égal à a en l'absence de progrès technique) :

$$(1+h) = (1+a) * (1+g)$$

- l'amortissement économique A_n s'écrit (avec I_n = investissement à la date n , et T = durée de vie) :

$$A_n = \frac{I_n}{\varphi(h, T)} \quad \text{avec} \quad \varphi(h, T) = \sum_{t=1}^T \frac{1}{(1+h)^t} = \frac{1}{h} \left(1 - \frac{1}{(1+h)^T} \right)$$

⁹ La Recommandation européenne de 1998 dit, à propos de la méthode FCM, qu'elle « impose un ajustement supplémentaire de certains traitements en termes de profits et pertes, afin de tenir compte des plus-values et des moins-values dues à l'influence de l'inflation spécifique aux actifs sur la valeur au coût actuel, et de l'inflation générale sur les capitaux propres ».

où $\varphi(h,T)$ est la somme actualisée, au début de l'année 1, de versements d'une unité effectués à la fin de chacune des années 1, 2, ..., T.

Dans le cas de la **boucle locale caractérisée par ses durées de vie longues, et par le fait qu'elle n'est pas réputée devoir être renouvelée ni dupliquée**, les coûts courants économiques sont préférés à la méthode économique.

Par rapport à la méthode économique, la méthode de dépréciation en coûts courants économiques présente l'avantage de s'assurer que la somme actualisée des annuités est bien égale à l'investissement initial, même si la durée de vie des actifs est incertaine (on ne peut pas facilement définir une durée de vie économique correspondant à un cycle de renouvellement).

En contrepartie, on perd la notion de coût d'un réseau reconstruit qui ne dépend que de la structure du réseau actuel et des services fournis, et a contrario qui ne dépend pas de l'"histoire" de France Télécom, c'est-à-dire de la suite d'évènements qui ont conduit à la situation actuelle.

Par rapport à la méthode CCA-FCM, la méthode dite coûts courants économiques diffère du fait que :

- on choisit une procédure d'amortissement économique et non comptable : toutes les annuités ont la même valeur exprimée en terme de prix d'achat de l'équipement concerné ;
- tous les calculs sont faits en monnaie constante (ce qui permet de tenir compte de l'inflation pendant une période où celle-ci était relativement élevée).

De facto, **on constate que la méthode de dépréciation en coûts courants économiques définie pour la boucle locale cuivre répond aux objectif de la régulation choisie par l'Arcep dans ce cas spécifique mais n'est pas adaptée à la dépréciation de l'ensemble des équipements d'un réseau mobile.**

En effet, contrairement à un réseau de téléphonie fixe, un réseau mobile est évidemment destiné à être renouvelé et présente très peu d'actifs ayant des durées de vie physique longues. Par conséquent, il n'est **absolument pas pertinent** de lui appliquer la méthode des coûts courants économiques qui reviendrait à qualifier l'ensemble des éléments d'un réseau mobile de peu renouvelables !

Orange invite donc l'Autorité à ne pas retenir la méthode des coûts courants économiques, non pertinente au cas des réseaux mobiles, mais à utiliser les méthodes « Simplified ED » et CCA (recommandée par la CE et le GRE dans la recommandation (98)960).

II. La calibration :

Dans le cadre de la calibration des modèles opérateurs, l'Autorité a effectué un rapprochement entre les grandes masses de coûts calculés par ces modèles et les données transmises par les opérateurs dans le cadre de la restitution des coûts historiques.

Cette réconciliation, par grandes masses de coûts, a permis de mettre en évidence des écarts non négligeables en termes de coûts unitaires. De tels écarts ne devraient pas exister dans la mesure où les modèles ont déjà été calibré par rapport au nombre d'équipements. Orange comprend donc que ces écarts sont le résultat de dysfonctionnement des algorithmes de modélisations.

Afin de réconcilier les résultats des modèles CMILT avec ceux des restitutions des coûts et revenus audités des opérateurs, l'Autorité a fait varier les coûts unitaires transmis par ces derniers dans le but de corriger les écarts constatés en termes de grandes masses de coûts.

Orange comprend que l'Autorité a procédé à deux phases de calibrage des modèles : la première consiste en une calibration du nombre d'équipement et la seconde une calibration par grande masse de coût.

Orange rappelle que l'objectif de la calibration est d'affiner les résultats du modèle et non de les modifier ; il ne s'agit en aucun de faire évoluer des paramètres d'entrée structurants du modèle dans le but d'atteindre les résultats attendus. La méthode de calibration par grande masse de coûts paraît dès lors gravement erronée ; cette dernière ne fait que masquer les dysfonctionnements structurels du modèle CMILT d'Analysys.

Au regard de ces éléments **l'Autorité doit s'interroger sur la cohérence et la robustesse d'un tel modèle et en tirer les conclusions appropriées quant à la pertinence de ses résultats.**

1. Analyse des données d'entrée du modèle générique

Dans son document de consultation publique, l'Autorité présente de façon succincte les différents paramètres (ou inputs) du modèle générique et les sources ayant été utilisées pour les alimenter. Ainsi l'Autorité précise que les informations utilisées dans le cadre de l'exercice de calibrage du modèle générique proviennent essentiellement d'informations publiques ou de celles fournies par les opérateurs. Aucune précision n'a cependant été donnée sur la méthodologie suivie.

Hormis les paramètres de demande et de trafic qui sont essentiellement basés sur des données publiques de marché, Orange estime qu'il aurait été intéressant de définir avec les opérateurs mobiles les hypothèses de développement d'un opérateur générique. A cet égard, Orange regrette que des éléments structurants tels que les dates de déploiements des réseaux 2G et 3G, l'évolution

de la part de marché, l'évolution des mix de trafic, les technologies mise en œuvre, etc.... n'aient pas pu être discutées avec les acteurs concernés.

En ce qui concerne les paramètres de réseau, il aurait été intéressant de comprendre dans quelle mesure l'Autorité a utilisé les informations fournies par les opérateurs. A-t-elle effectué des moyennes ? Comment a-t-elle procédé lorsque ces informations n'étaient pas disponibles ? Quel a été le rôle du consultant Analysys dans le choix de ces paramètres ?

De plus il semble que le modèle recalcule un certain nombre de paramètres déjà fournis par l'opérateur à l'Autorité. Ces calculs, basés sur des paramètres non demandés aux opérateurs (% de ventes brutes 3G, taux de churn, usage moyen par client...), conduisent à certaines anomalies par rapport aux données réelles. C'est ainsi le cas du taux de couverture par géotype, du parc et du trafic client, du parc d'équipement et de la durée de vie des équipements.

Enfin, Orange souhaite attirer l'attention de l'Autorité sur le traitement des redevances des licences 2G et 3G et de la prise en compte de la partie variable associée à ces redevances. En effet, dans le cadre du renouvellement des licences d'Orange et de SFR et conformément au cahier des charges annexé aux décisions n° 2006-0239 et 06-0140, ces opérateurs sont soumis au titre de l'utilisation des fréquences autorisées à un reversement de 1% de leur chiffre d'affaires annuel réalisé. Étant donné le niveau non négligeable des montants relatifs à cette partie variable, Orange s'interroge sur la méthode choisie par l'Autorité pour le calcul de ce montant ainsi que du choix de la date de mise en œuvre d'une telle mesure dans le cadre de la modélisation d'un opérateur générique. En effet, dans la mesure où le modèle n'a été calibré que sur la période 2004-2006, et que sur cette période, seuls Orange et SFR supportent une partie variable sur les coûts de licences, comment l'Autorité traite-elle ce point dans le cadre de la modélisation d'un opérateur générique ? Ce dernier est-il soumis à l'obligation de reverser 1% de son chiffre d'affaire ? Et si oui, à partir de quelle date cette obligation est-t-elle mise en œuvre ?

2. Analyse de la méthode de calibration des modèles opérateur

Le modèle CMILT repose sur une modélisation de type bottom-up via la modélisation ex nihilo du réseau permettant de dimensionner un réseau mobile à partir d'informations structurantes telles que des paramètres de demande ou d'usage ainsi que certains paramètres techniques (taux de blocage, % de couverture, usage par géotype...).

Ainsi on pourrait penser que la prise en compte des paramètres réels des opérateurs dans le modèle donnerait un résultat proche de la réalité en termes de nombre d'équipement. Or, on remarque qu'il existe des écarts assez importants entre les résultats du modèle avant calibration, et le parc d'équipement des opérateurs. Ces écarts peuvent en partie s'expliquer par des contraintes et/ou choix de déploiement ne répondant pas à la logique d'une modélisation bottom-up ; ce qui justifie la

phase de calibration du modèle. En effet, le rapprochement des données calculées et des données réelles des opérateurs permet de concilier les avantages des approches bottom-up et top-down via une réconciliation avec les éléments comptables des opérateurs.

Cette réconciliation devrait s'opérer sur le nombre d'équipements calculés en jouant sur certains paramètres d'entrée des algorithmes de dimensionnement et cela afin d'affiner le modèle et de corriger les éventuelles erreurs de développement. Or, l'analyse du modèle calibré Orange montre que tel n'est pas le cas, puisque l'Autorité a fait varier des paramètres structurants du modèle tels que la capacité CPU des MSC. Suite à la calibration, les valeurs associées à certains paramètres techniques sont ainsi totalement aberrants par rapport à la réalité. N'ayant d'informations précises sur les paramètres d'entrée du modèle générique, et au vu de ce qui précède, Orange émet de sérieux doutes sur la pertinence de l'éventuelle utilisation de ces paramètres (après calibration) comme base de travail pour le modèle générique.

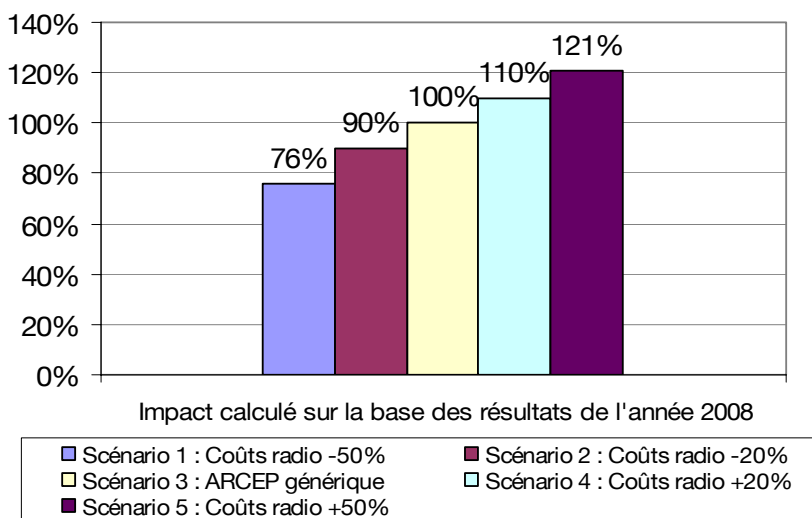
De plus, Orange rappelle que certains paramètres ne sont pas évolutifs d'une année à l'autre et que de façon générale, les modèles opérateurs ont été calibrés sur une année, en l'occurrence l'année 2006. Ceci pose le problème de l'évolutivité du modèle et des possibilités de prise en compte pour les années à venir, des évolutions de marché, des déformations de mix de trafic et des évolutions technologiques.

3. Le choix des coûts unitaire

Dans son document d'analyse, l'Autorité ne donne pas de précisions quant au choix des coûts unitaires des équipements appliqués au modèle générique et mentionne que ces données proviennent « *des informations transmises par les opérateurs complétées par l'expertise du consultant Analysys (auprès d'équipementiers)* ».

L'étude de la sensibilité du modèle générique aux coûts unitaires montre que l'impact de ces coûts sur la terminaison d'appel est assez important. Le choix de ces coûts semble être structurant pour les résultats du modèle. Il est donc nécessaire d'analyser plus en détail ces coûts et de comprendre comment ces derniers sont proposés dans le document soumis à consultation.

Sensibilité du modèle générique Arcep au coûts unitaires des équipements



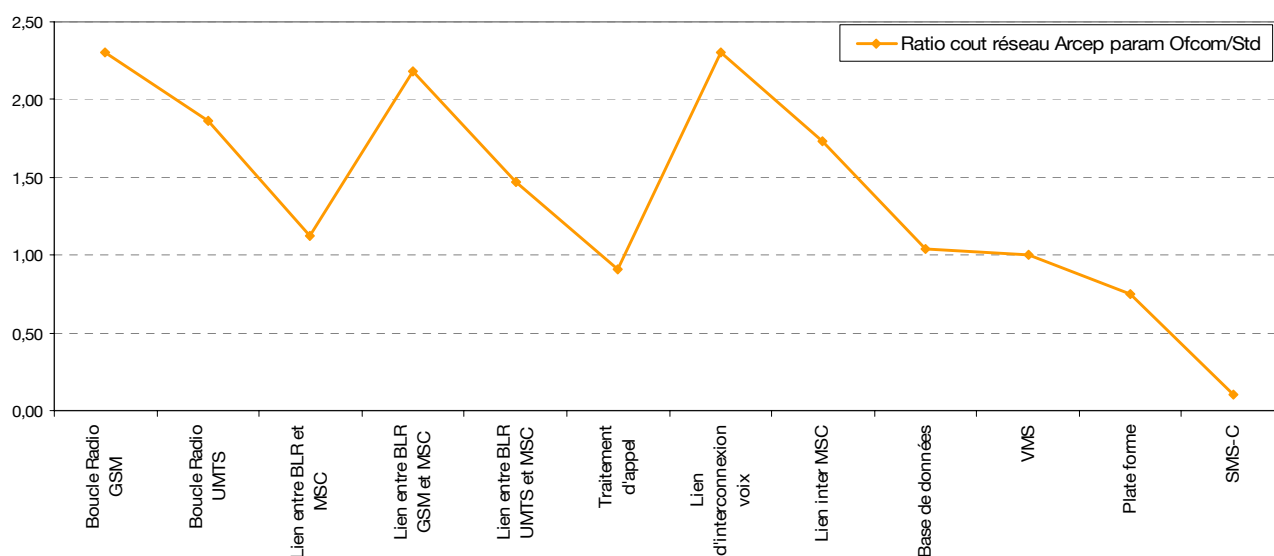
Source : Cabinet Marpij

Orange a analysé les écarts observés entre les coûts unitaires utilisés par l'Arcep et ceux transmis par Orange au régulateur. De façon générale, les coûts Arcep sont sensiblement inférieurs à ceux d'Orange, notamment sur la partie radio.

Orange s'interroge sur les niveaux de coût des équipements dont un opérateur générique pourrait bénéficier au regard de sa taille et de sa structure.

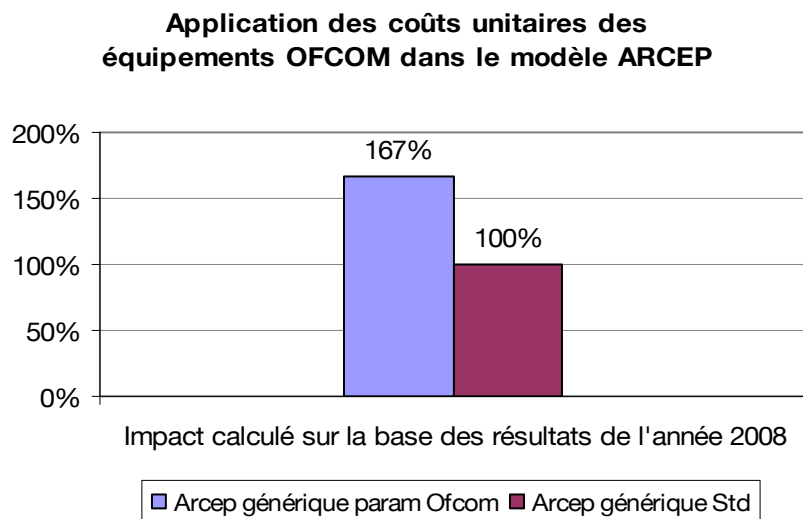
De plus, la comparaison des coûts utilisés par l'Arcep avec ceux utilisés par le régulateur anglais montre qu'une fois encore les coûts fixés par l'Arcep sont sensiblement inférieurs à ceux de l'OFCOM.

Impact de l'application des coûts des équipements Ofcom au modèle générique Arcep



Source : Cabinet Marpij

L'application des coûts unitaires des équipements tels que définit par l'OFCOM dans le modèle proposé par l'Arcep engendre une hausse de plus de 60% des niveaux de terminaison d'appel pour l'année 2008.



Source : Cabinet Marpij

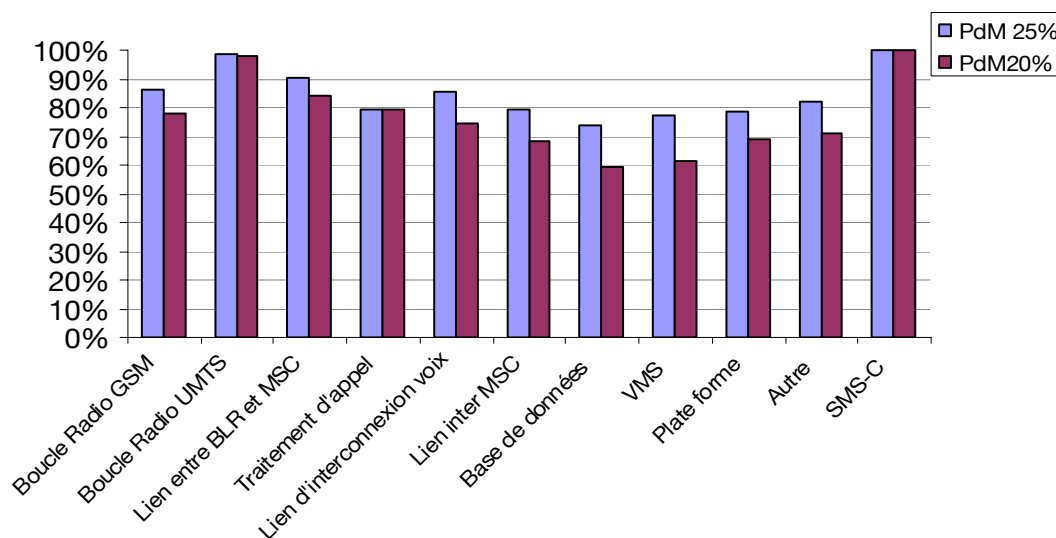
III. Les tests de sensibilités

Il semble que certains tests de sensibilités présents dans le document de consultation ne soient pas réalisés à partir du modèle générique communiqué dans le cadre de la présente consultation publique mais sur une version intermédiaire.

Orange a effectué quelques uns de ces tests sur la base de la dernière version du modèle, les résultats présentés ci-dessous sont légèrement différents de ceux présents dans les pages 28 à 37 du document de consultation.

1. Sensibilité à la part de marché

L'analyse du test de la sensibilité du modèle générique à la part de marché effectué par Orange donne des résultats comparables à ceux de l'Arcep.



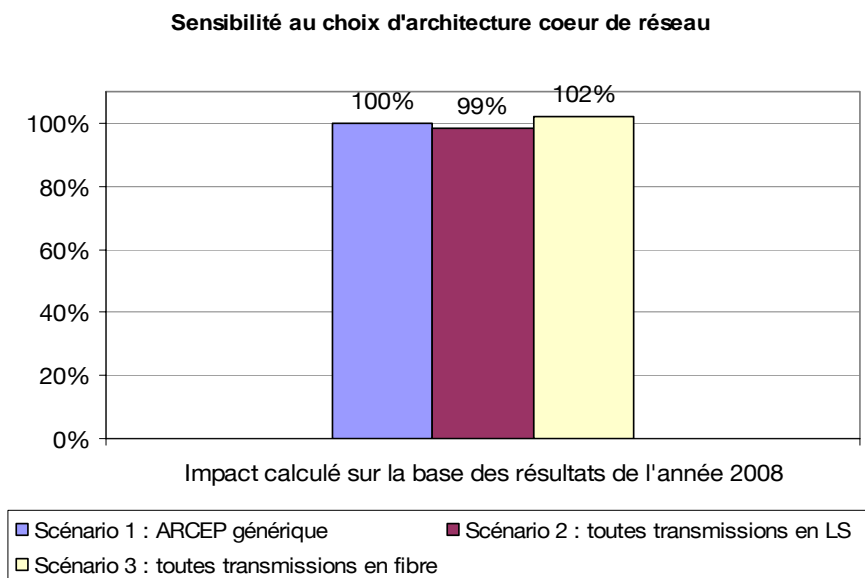
Cependant, l'impact de la part de marché sur les niveaux de coûts techniques de terminaison d'appel est plus important que ce qui est mentionnée par l'Autorité à la page 29 de la consultation.

Par ailleurs, Orange attire l'attention sur un dysfonctionnement de la modélisation des plateformes SMS-C qui ne semble pas tenir compte de la demande. En effet, la baisse significative de la part de marché, et par conséquent de la demande, ne semble pas avoir d'impact sur les coûts des ces équipements.

2. Sensibilité au choix d'architecture cœur de réseau

Dans son test de sensibilité du modèle générique au choix de l'architecture cœur de réseau, l'Autorité affirme que le passage à une architecture cœur de réseau en fibre engendre une baisse de 1% sur son coût de terminaison d'appel pour l'année 2006.

L'impact semble être plus important si l'intégralité des liens de transmission (collecte et cœur de réseau) est en fibre. Orange a étudié ce cas et les résultats présentés ci-dessous montrent que cela engendre une augmentation de 2,1% des coûts de terminaison pour l'année 2008.



Source : Cabinet Marpij

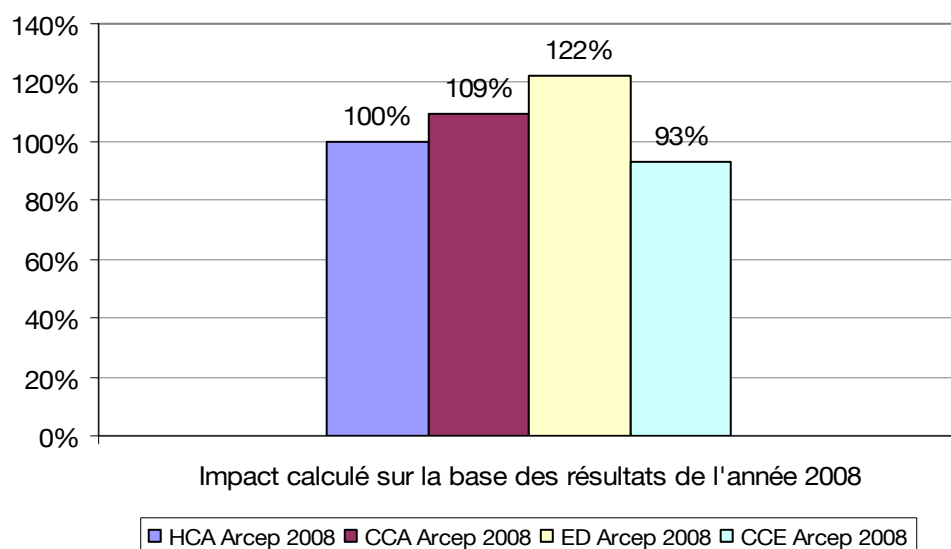
3. Sensibilité au choix de dépréciation économique

Orange note que l'application de la méthode de dépréciation économique proposée par l'Autorité aboutit à une baisse de 2% des coûts techniques de terminaison d'appel vocal.

Orange a, par ailleurs, comparé l'impact sur les coûts de terminaison d'appel de l'application des méthodes « simplified ED » et CCA (telles que définies dans le modèle Ofcom), cette dernière étant d'ailleurs préconisée par l'ERG¹⁰. Le graphe ci-dessous montre la sensibilité du modèle générique au choix de méthode de dépréciation et son impact sur la terminaison d'appel.

¹⁰ Le rapport d'avril 2006 préparé par le groupe de travail Regulatory Accounting Working de l'IRG (Regulatory Accounting in Practice) montre qu'en 2006, la base de coûts la plus communément utilisée est CCA (61% en 2006 comparé à 31% en 2005), suivie de HCA 31% en 2006 comparé à 46% en 2005) et des autres bases. L'augmentation de l'utilisation du CCA comme base de coûts d'une année sur l'autre est significative.

Sensibilité au choix de la méthode de dépréciation économique

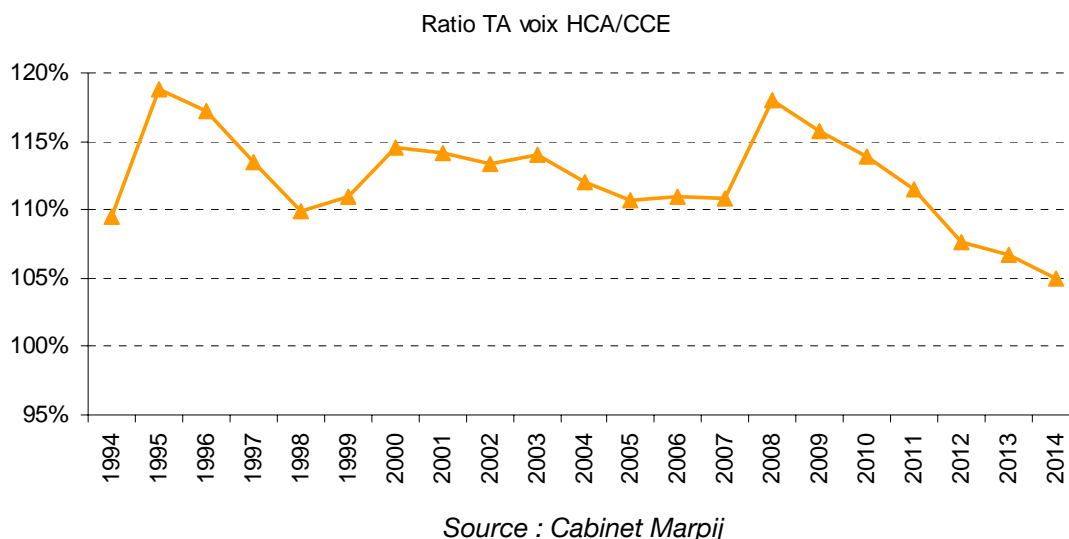


Source : Cabinet Marpij

Orange note que la méthode ED donne des résultats supérieurs de 22% à la méthode historique, alors que la méthode CCA donne des résultats supérieurs de 9%. Seule la méthode CCE donne des résultats plus faibles par rapport à la méthode HCA (de l'ordre de -7%).

Ainsi, une fois encore il semble que le choix du régulateur anglais se soit porté sur la méthode conduisant à l'estimation des coûts de terminaison d'appel la plus élevée. A contrario, l'approche CCE retenue comme méthode alternative aux coûts historiques dans la présente consultation, outre le fait qu'elle n'est pas pertinente dans le cas d'espèce, (Cf. paragraphe précédent) est la plus défavorable.

En effet, Orange rappelle également avec force que la méthode CCE n'est absolument pas adéquate pour le marché des mobiles et donne des résultats, en termes de terminaison d'appel, souvent incohérents par rapport à la méthode HCA. A cet égard, on peut remarquer que pour l'année 2009 l'écart entre le niveau de terminaison d'appel calculé suivant la méthode HCA et celui calculé suivant la méthode CCE avoisine les 18%.



4. Sensibilité des prévisions d'usage et des projections au MEA

Orange s'étonne de voir que l'Autorité analyse la sensibilité du modèle à des prévisions d'usage moyen par client et aux projections au MEA à l'horizon 2010 tout en remettant en cause la fiabilité du modèle sur cette période. En effet, l'Autorité mentionne que le modèle soumis à consultation a été calibré pour la période 2004-2006 et qu'elle « *n'a pas cherché à travailler les projections à partir de 2007. A ce titre, les coûts affichés dans le modèle à partir de 2007 ne peuvent pas être considérés comme fiables* ».

En ce qui concerne le test portant sur l'impact de l'application d'un MEA égal à zéro à partir de 2007, Orange souhaite rappeler que l'Autorité ne donne aucune indication sur la source qu'elle a utilisé pour définir les niveaux de taux de progrès techniques utilisés dans le modèle et regrette que ce point n'ait pas été discuté avec les opérateurs. Le taux de progrès technique ne devrait pas être exogène mais provenir de la comparaison du patrimoine historique et du patrimoine de remplacement associé à l'âge moyen de patrimoine concerné. Orange note cependant que l'Autorité a choisit des taux différents de ceux de l'OFCOM.

Par ailleurs, l'impact d'une variation du taux de progrès technique est accentué par la méthode de dépréciation utilisée. En effet, la méthode en coûts historique (HCA) est moins sensible à ce paramètre qu'une méthode de dépréciation économique de type « simplified ED ».

Enfin, Orange attire l'attention sur les résultats de ce test qui mettent en évidence le fait que les équipements de base de données ne sont pas sensibles au taux de progrès technique.